

Coup d'Etat du 5 Juillet : Révolution Morale ou contre Révolution Sociale ?

Olivier Nyirubugara
Juin 2007



Olivier Nyirubugara, www.olny.nl
Editeur
©O. Nyirubugara, October 2006

Parler de la Deuxième République c'est nécessairement parler de la [première](#) ou du moins de sa fin, tout comme parler du [président Juvénal Habyarimana](#) c'est nécessairement parler du Président Grégoire Kayibanda. Par conséquent donc, l'étude du coup d'Etat du 5 juillet 1973 qui porta Habyarimana au pouvoir doit impliquer un plongeon dans la [première République](#) qui a vu [Habyarimana](#) s'imposer militairement et politiquement avec la bénédiction et la protection de Kayibanda.

Dans cet article, nous baserons nos analyses et commentaires sur deux des rares ouvrages qui ont longuement autopsié la Deuxième République. Il s'agit de *RWANDA : du parti-Etat à l'Etat-Garnison* (Paris : L'Harmattan, 2002) de James Gasana, et de *Juvénal HABYARIMANA : l'homme assassiné le 6 avril 1994* (Editions Sources du Nil, 2004) d'Eugène Shimamungu.

Le choix de ces ouvrages a été motivé par les approches opposées que les deux auteurs – par ailleurs chercheurs de haut niveau – ont optées pour étudier ce sujet. Alors que Gasana prend un recul spectaculaire par rapport aux versions officielles et explore toujours plus d'une piste tout en se posant des questions pertinentes et en fournissant le maximum de sources primaires (archives, correspondances officielles, etc), Shimamungu se renferme dans un récit à sens unique, ne prend pas de recul scientifique nécessaire qui lui aurait permis de vérifier et d'analyser certaines déclarations qu'il a reçues au cours de ses recherches.

L'exercice auquel s'est livré Shimamungu n'était certainement pas simple car une biographie n'est pas une étude analytique mais une tentative de reconstruction de la vie d'un individu. Il serait donc « ridicule » de lire une biographie pleine d'hypothèses et d'interrogations. Dans le contexte rwandais, surtout quand il s'y mêle de la politique, un coup d'Etat, les meurtres des opposants, l'exercice du biographe devient délicat voire compliqué. Cela vaut aussi bien pour la biographie de Habyarimana, dont le régime est responsable des meurtres des leaders de la [Première République](#), que pour celles éventuelles du [Mwami Kigeri V Ndahindurwa](#) qui a régné dans une [période tourmentée](#) ; de Kayibanda qui a dû gérer les [attaques des Inyenzi](#) et les représailles contre les Tutsi ; du [président Paul Kagame](#), dont le compte est toujours en marche; et beaucoup d'autres.

Des « biographies politiques » renseignent, certes, mais ne résistent pas aux critiques. A notre humble avis, la biographie de Habyarimana par Shimamungu, comme toutes les autres à caractère politique, a le seul mérite d'immortaliser la version officielle, documents et témoignages de première main à l'appui, permettant ainsi aux chercheurs ayant plus de

recul de s'en servir pour étudier cet homme qui aura marqué au moins quatre décennies de l'histoire du Rwanda.

De la Révolution



Le président Kayibanda et Juvénal Habyarimana lors de la promotion de celui-ci le 1er avril 1970.

© www.habyarimana.com

Combien de révolutions y a-t-il eu au Rwanda ? Voilà une question qui semble banale à première vue. Toutefois, nous pouvons parier que si cette question était posée à des Rwandais de diverses tendances politiques et idéologiques, ces derniers passeraient des heures de débats et d'argumentation sans jamais arriver à une conclusion commune comme si le Rwanda n'avait pas une même et seule histoire.

En [novembre 1959](#), la masse Hutu soutenue par le colonisateur belge et les missionnaires catholiques s'est soulevée contre les [institutions monarchiques Tutsi vieilles de plusieurs siècles](#). Ce mouvement

qui emporta des vies humaines tant du côté hutu que du côté tutsi et causa des dégâts matériels considérables ([voir le bilan de la Révolution](#)), aboutit deux ans plus tard à l'installation d'un [régime républicain](#) dominé par l'élite hutu et à l'indépendance presque automatique de cette même République, qui fut connue sous le nom de [Première République](#).

S'agissait-il d'une révolution ? OUI répond [Filip Reyntjens](#), professeur aux universités d'Anvers et de Bruxelles, car « le critère fondamental est donc qu'une révolution vise toujours le renversement d'un ordre social existant et d'une structure de pouvoir prévalente » ([Reyntjens, p. 233](#)). Reyntjens clarifie également la différence entre un simple coup d'Etat ou tout autre forme de changement de pouvoir d'une part, et une révolution d'autre part:

Ainsi, un coup d'Etat ne modifie que les dirigeants et parfois les options politiques; une rébellion ou une insurrection peuvent modifier les options politiques, les dirigeants et les institutions, mais pas la structure et les valeurs sociales; une lutte de libération est menée par une communauté nationale par l'administration par une communauté étrangère mais elle n'implique pas nécessairement de changement social dans une de ces communautés ([Reyntjens, p. 233](#))

C'est les acquis de cette [Révolution sociale](#) que James Gasana - ingénieur forestier et Chanoine de l'Eglise Anglicane nommé ministre de l'agriculture (1990) et plus tard ministre de la défense (1992-1993) dans une Deuxième République finissante – salue, car ils ont permis « l'introduction d'un système démocratique permettant à la population d'élire ses représentants...de même une meilleure distribution des ressources nationales... » (Gasana, p. 17).

Que s'est-il alors passé dans la nuit du 4 au 5 juillet 1973 ? Un coup d'Etat ? Une autre révolution [morale] ? Une contre révolution [sociale] ? Il s'agit sans nul doute d'un coup d'Etat car, selon la définition de [Reyntjens](#) évoquée plus haut, il s'agissait de « modifier les options politiques, les dirigeants et les institutions, mais pas la structure et les valeurs sociales » ([Reyntjens, p. 233](#)). L'auteur de ce coup d'Etat, le Général Major Juvénal Habyarimana, annonça sans équivoque le lendemain sa prise de pouvoir en ces termes :

Hier vous avez pris connaissance des décisions importantes prises par le commandement de la Garde Nationale pour sauver le pays du désordre pourri qui allait dégénérer en catastrophe...

Quant aux politiciens qui viennent d'être déposés par notre décision, nous répétons qu' ils n' ont à s' inquiéter de rien, du moment qu' ils obéissent à notre consigne, celle de laisser momentanément les activités politiques et de se consacrer pleinement au développement de notre pays suivant la nouvelle orientation que nous leur traçons. ([Message à la nation du Président...06 juillet 1973](#)).

Si nous nous référons à la définition de la révolution déjà citée, nous arrivons à la conclusion qu'il ne s'agissait aucunement d'une révolution, quelque soit le qualificatif attaché à ce mot, car le système politique et institutionnel est resté le même. Même au niveau des individus, ce n'est que la tête de l'exécutif et de l'administration préfectorale qui a été remplacée temporairement par des structures militaires. Dans sa [déclaration du 6 juillet](#), Habyarimana maintient les bourgmestres tout en leur demandant de collaborer « étroitement avec les nouvelles autorités préfectorales » qui ne sont autres que les commandants de place ([Communiqué du Haut Commandement..., 05 juillet 1973](#)). Quant aux secrétaires généraux en place, ils « assurent la marche générale des affaires courantes » ([idem](#)) au niveau de leurs ministères respectifs. Ceci ressemble à un simple changement d'hommes à la tête de l'Etat, ce qui est loin d'être une révolution. Nous pourrions plutôt parler d'une contre révolution sociale, mais ce point sera développé plus tard.

Pourquoi ce coup d'Etat ?

Parlons à présent des différentes versions avancées pour expliquer la prise du pouvoir par Habyarimana. La première version, celle que Gasana semble soutenir, est la suivante :

De la dernière attaque des Inyenzi en 1966 jusqu'au début des années 70, l'accalmie sur le front externe a donné l'occasion aux contradictions internes du MDR PARMEHUTU de s'attiser et de mener à de graves dissensions. La base du régime devenait définitivement le Sud, et un énorme fossé se creusait entre lui et le Nord. En novembre 1972, suite aux évènements sanglants du Burundi, les affrontements ethniques au Rwanda se multiplient. Des comités dits « de salut public » expulsent les Tutsi des centres d'enseignement, de l'administration publique. A mi-parcours d'un mouvement qui a duré jusqu'en février 1973, le conflit sous-jacent devient régional, opposant cette fois-ci le Nord et le Sud. La révision de la Constitution, le 18 mai 1973, pour maintenir le président Kayibanda au pouvoir, détériore le climat politique. Cependant, le Sud n'a pas de contrôle sur l'armée dont la tête réelle est composée des officiers de deux

préfectures du Nord, Gisenyi et Ruhengeri. Ces officiers dont le lieutenant-colonel Kanyarengwe et le major Nsekalije, utilisent les évènements contre le régime, en les rendant incontrôlables et en les étendant sur tout le pays pour pouvoir faire un coup d'Etat. (Gasana, p. 21)

Shimamungu, chercheur et ancien enseignant à l'Université Nationale du Rwanda rame dans le même sens, surtout quand il décrit le sabotage dont Kayibanda fut victime lors des cérémonies du 1er juillet 1973 commémorant l'indépendance. Alors qu'il prononçait son discours radiodiffusé, Kayibanda fut interrompu par Alphonse Ribanje de Radio Rwanda, qui, sachant que le peuple entier tendait l'oreille, prit le micro pour dire : « *Vaho turaguhaze* » - Quittez le pouvoir y en a marre de vous – (Shimamungu p.12) avant de le déconnecter complètement de la Radio et donc du peuple. Kanyarengwe, numéro deux de l'armée, se leva publiquement et quitta la cérémonie, ce qui laisse croire qu'il était sinon derrière le sabotage, du moins au courant de celui-ci.

Il faut aussi noter que Kayibanda avait senti le danger que représentait le tandem Kanyarengwe-Nsekalije dès 1972. A défaut de les renvoyer de l'armée, ce qui leur aurait donné un bon prétexte, Kayibanda les sépara tout en les écartant de l'armée. Il nomma Kanyarengwe comme recteur du petit séminaire de Nyundo et Nsekalije comme directeur d'une usine à thé près de Cyangugu (Gasana, p. 21, note 15). Notons ici que Shimamungu (p.54) dit plutôt que Nsekalije fut détaché à l'office du tourisme et que c'est Sabin Benda qui fut nommé à l'usine de Shagasha.

Habyarimana s'opposait à ces mesures « disciplinaires » contre ses compagnons de promotion, mesures qu'il considérait comme un début d'un vaste programme de « dénordisation » de l'armée (Shimamungu, p.69, citant le discours du président Habyarimana du 1 août 1973). Kayibanda ne pouvait que se résigner, soit par naïveté soit dans le souci de n'offrir aucun prétexte aux conjurés qui n'attendaient qu'une occasion propice. Kayibanda, visiblement résigné mais toujours confiant en Habyarimana, dit à ce dernier :

Ecoutez, vous Habyarimana, vous êtes un travailleur, vous foncez et vous croyez que tout le monde est derrière vous au lieu de contrôler vos arrières. Non ! Il faut faire attention. Tout le monde n'épouse pas vos idées. Vous voulez défendre vos hommes, pensez-vous que tout le monde est derrière vous ? (Shimamungu, p. 14)

Nous retenons donc que Habyarimana s'est opposé aux « mesures disciplinaires », cachées derrière des transferts, prises contre des personnes suspectées de vouloir renverser le régime. Or, en tant que numéro deux de ce régime, il aurait dû s'inquiéter car du sort de Kayibanda devrait dépendre le sien en cas de coup d'Etat. S'il ne s'est pas inquiété et s'il a défendu les conjurés au détriment du président, c'est qu'il était soit de connivence, soit le meneur même du complot, contrairement aux affirmations selon lesquelles il aurait refusé à prendre le pouvoir (Gasana, p.22 ; Shimamungu, p.18).

En outre, lors du sabotage du 1er juillet 1973, alors que Kanyarengwe ne cachait plus son camp, Habyarimana, « assis juste derrière le président Kayibanda, assistait impuissant au sabotage » (Shimamungu, p.12). Voilà une attitude qui suscite des interrogations. La personne en charge de la sécurité nationale et donc de celle du président et des institutions

républicaines ne s'inquiète pas de ce sabotage qui ridiculise non seulement le président mais aussi la République entière. Il ne cherche pas à neutraliser Kanyarengwe et surtout Ribanje pour préserver l'honneur de son chef Kayibanda. C'est que, nous le croyons et cela saute aux yeux, il y savait et il y était pour quelque chose.

Complot international

La deuxième version qu'évoque Gasana est que les puissances occidentales dont les Etats-Unis et la France ont encouragé Habyarimana à prendre le pouvoir car Kayibanda se rapprochait très dangereusement du très socialiste Julius Nyerere, le président tanzanien, ce qui pouvait faire basculer le Rwanda dans le camp communiste. Egalement, Kayibanda aurait refusé aux Américains l'autorisation de construire une base militaire au Bugesera. Les Français quant à eux lui auraient reproché d'avoir fait trop de bruit sur les massacres de Hutu au Burundi, massacres qu'il qualifiait déjà de génocide et au sujet desquels il exigeait de l'ONU une commission d'enquête.

Kayibanda a failli même déclarer une guerre ouverte contre le Burundi (Shimamungu, p.71) pour porter secours aux Hutu du Burundi. Or, la France soutenait militairement le Burundi. Il fallait donc écarter tout risque de danger du côté du Rwanda en écartant Kayibanda et en le remplaçant par Habyarimana recommandé Mobutu Sesse Seko, déjà président du Zaïre et proche des services américains et ami du président Tutsi Michel Micombero du Burundi (Gasana, p. 22).

Même si cette version n'a pas la faveur de Gasana, nous croyons qu'elle vaut la peine d'être analysée en profondeur, surtout en la combinant avec la [déclaration de Habyarimana du 6 juillet 1973](#). Il disait ce qui suit sans nommer aucun pays:

Nous remercions spécialement les pays qui déjà nous ont témoigné leur appui suite à la décision que nous avons prise. ([Message à la nation du Président...06 juillet 1973](#)).

Qui sont ces pays qui méritaient des remerciements spéciaux si ce n'est ceux qui ont joué un rôle dans le renversement du pouvoir ? Cet appui a-t-il été témoigné avant ou après le coup d'Etat, c'est-à-dire dans les quelques heures qui séparent l'aube du 5 de la matinée du 6 juillet ? L'hypothèse que ce soit après le coup nous semble peu probable puisque normalement les témoignages de soutien attendent les premières déclarations d'intention et surtout, la clarté et l'assurance quant à la réussite ou l'avortement du coup d'Etat. Etait-ce déjà définitivement clair, moins de 24 heures après le coup, que Habyarimana avait le contrôle total du pouvoir et du pays et que Kayibanda n'avait plus de moyens de résistance ?

Ce qui est sûr, c'est que ni Gasana ni Shimamungu n'ont exploré cette piste qui d'ailleurs n'exclue pas la première version. Il faudrait que d'autres chercheurs puissent se pencher sur l'implication de la France dans les massacres de Hutu burundais de 1972, sur la réaction gênante de Kayibanda en faveur des Hutu du Burundi, sur son amitié avec le chanteur tanzanien de l'*Ujama*, sur ses relations conflictuelles avec Mobutu, et surtout sur son refus d'accorder aux Américains l'autorisation de construire une base au Rwanda.

Shimamungu donne des éléments importants concernant les relations entre Habyarimana et Mobutu dès les années 60. Alors lieutenant dans la jeune Garde Nationale, Habyarimana fut nommé commandant de la région militaire de Cyangugu, frontalière du Congo (août 1962-juin 1963). A cette époque, l'Est de ce pays connaissait des troubles dus à la rébellion dite de Soumialot. « C'est à ce moment que Juvénal Habyarimana aurait rencontré, pour la première fois, un certain Joseph Désiré Mobutu alors colonel et commandant de l'armée nationale congolaise (ANC) ». Nommé le 23 juin 1963 commandant de la Garde Nationale, « il donnera des ordres pour que des unités de la Garde Nationale appuient l'armée nationale congolaise. Non sans intérêt. Car dans la rébellion congolaise, combattaient plusieurs éléments Inyenzi qui menaient de temps en temps des incursions sur le territoire rwandais » (pp. 38-9).

De ce qui précède, il ne serait pas étonnant que Mobutu ait voulu récompenser Habyarimana et, surtout, s'assurer d'une alliance stratégique qui stabiliserait l'Est de son immense pays qu'il allait rebaptiser Zaïre.

Au sujet du prétendu refus de Kayibanda d'autoriser l'établissement d'une base américaine au Bugesera, Shimamungu cite un extrait de FX Munyarugerero (2003, pp. 112-113) affirmant que le président Kayibanda a mis l'aérodrome de Kamembe à la disposition des américains qui soutenaient le gouvernement congolais en guerre contre Soumialot (Shimamungu, p. 39).

L'élément « base militaire américaine » pose donc un problème surtout lorsque nous savons que sous Habyarimana, les américains n'ont pas renouvelé leur demande. Par contre, le rapprochement avec Nyerere pourrait constituer une raison solide aux yeux des américains qui, à l'époque de la guerre froide, préféreraient l'apartheid sud-africain au communisme soviétique.

Tu quoque fili mi ! Tu quoque pater mi !

La troisième version est celle que Gasana appelle « les éléments présentés par Habyarimana en personne » (Gasana, p. 22) et que Shimamungu (pp13-23) reprend longuement et d'ailleurs uniquement dans son livre. Selon cette version, Habyarimana serait resté fidèle à son « père » spirituel Kayibanda jusque dans la nuit du 4 au 5 juillet 1973 malgré la pression des militaires du Nord. Le 3 juillet, Habyarimana aurait dit à un ami :

L'on parle beaucoup de la nécessité que les militaires prennent le pouvoir, mais en ce qui me concerne, je ne crois pas aux coups d'Etats, car ils passent par l'effusion de sang. Je quitterais même l'armée si on m'obligeait à faire un coup d'Etat (Gasana. P. 22)

Même si cette citation est entourée du conditionnel et manque de référence fiable et donc de force de conviction, il y a lieu de se demander qui était ce « on » qui « parle beaucoup de la nécessité que les militaires prennent le pouvoir » et cet autre « on » qui « m'obligeait à faire un coup d'Etat ». Etaient-ce les puissances mentionnées dans la deuxième version ou plutôt les officiers du Nord – Alexis Kanyarengwe et Aloys Nsekaliye en tête – ou les deux ? Encore une fois, la troisième réponse – les deux – n'exclut ni la première ni la deuxième.

Pour ce qui est des puissances occidentales, il ne serait pas étonnant qu'elles aient prévu des alternatives au cas où Habyarimana refuserait de prendre le pouvoir. Elles n'étaient pas sans ignorer le *talis pater, talis filius* qui existait entre Kayibanda et Habyarimana qu'il avait désigné comme dauphin naturel (Gasana, p. 23, note 19).

En appui à cette hypothèse de connivence entre les officiers du Nord et les puissances occidentales, nous citerons Madame Agathe Habyarimana, elle-même citant le colonel Théoneste Lizinde, un des cerveaux du coup d'Etat. Une semaine après le putsch, Lizinde aurait dit à Habyarimana :

Mon Général, les choses étaient devenues très graves. Si vous n'aviez pas fait le coup d'Etat, nous, les jeunes officiers, nous avions déjà décidé de prendre les choses en main. Nous vous aurions préparé une mission pour partir soit au Zaïre, soit ailleurs, ou nous vous aurions aménagé une partie de chasse au Mutara, de telle sorte que le coup d'Etat aurait été fait sans vous. (Shimamungu, p. 13)

Selon cette version, un officier originaire du Sud, le capitaine André Bizimana - nommé ministre de la jeunesse et des sports en février 1972 à l'insu de Habyarimana son chef hiérarchique dans l'armée (Shimamungu, p. 47) - voulait sa peau. Il aurait ainsi rédigé un tract intitulé « SOS mon Général » en l'attribuant aux officiers du Nord. Furieux contre son dauphin, Kayibanda aurait fait chercher Habyarimana à qui il dit : *tu quoque fili mi!* Kayibanda lui aurait demandé de s'expliquer avant de le laisser seul au salon pour rejoindre Bizimana et sa « clique » qui complotaient contre Habyarimana dans la cuisine. « L'idée du coup d'Etat fut envisagé sur le moment même où il recevait des menaces du président de la République », écrit Shimamungu, (p. 18) qui base ses affirmations sur les résultats « des recherches personnelles et des enquêtes auprès de la famille et des proches du président Habyarimana » (Shimamungu, p. 7). C'était donc son tour de se dire dans son esprit : *tu quoque pater mi !* si toutefois il lui était resté fidèle comme il l'affirmait.

Prenons une petite pause méthodologique puisqu'il s'agit d'analyser des ouvrages sur un sujet aussi sérieux que le passage de la première à la deuxième République. Shimamungu a mené des recherches personnelles, et il est normal qu'il n'en fournisse pas les détails. Il a également fait des enquêtes auprès de la famille et des proches du président Habyarimana, ce qui était indispensable pour son ouvrage. Cependant, il a omis, et c'est regrettable, de mener une contre enquête auprès de la famille et les proches du président Kayibanda qui sont pourtant toujours en vie et jouissent de leur liberté d'expression. A moins que ceux-ci soient impliqués dans ses « recherches personnelles », mais cela nous semble incomplet de ne pas citer spécialement Pie Kayibanda qui a été auprès de son père jusqu'au décès de celui-ci le 15 décembre 1976 (Shimamungu, 2004, p. 25, citant Baudouin Paternostre de la Mairie, *Toute ma vie pour vous mes frères*, 1994). Un travail complet qui aurait rendu un service immense à ce peuple rwandais qui « ignore » son passé, aurait dû inclure les confidences que Kayibanda aurait confiées à son fils et à ses proches surtout sur "le complot de la cuisine présidentielle". Ceci vaut également pour les proches de Kayibanda disparus sans avoir eu la liberté et/ou l'occasion de s'expliquer.

Reprenons à présent le fil de la troisième version, celle du père qui a tendu un piège au fils croyant faussement que celui-ci l'avait piégé en premier. Habyarimana, toujours assis au salon dans l'attente du retour de Kayibanda de sa cuisine, avait déjà réalisé qu'il n'allait

pas sortir de chez Kayibanda vivant ou en homme libre. Il aurait alors décidé de prendre le large au moment où Kayibanda rentrait dans la cuisine consulter encore une fois Bizimana et consort. Faisant appel à ses talents de judoka, il aurait renversé Elie Ntarikure qui tentait de le neutraliser à la sortie du salon (Shimamungu, 2004, pp. 18-9), se serait installé au volant de sa voiture garée en position de départ par précaution, n'attrapant que deux balles tirées par Ntarikure dans les roues de sa voiture. Il se serait rendu à l'Etat Major où il aurait réuni les hauts officiers pour les informer de sa décision soudaine de prendre le pouvoir. (Gasana, p. 23 et Shimamungu, pp. 18-22). Shimamungu qui ne remet pas en cause cette version ne dit pas si Habyarimana a renversé le portail de la résidence présidentielle ou si la sentinelle n'a pas opposé de résistance en entendant les coups de feu, chose certainement inhabituelle dans une résidence présidentielle.

Cette version restée longtemps officielle et enseignée dans les cours d'éducation civique est, en notre sens, la moins convaincante tout d'abord parce qu'elle émane de quelqu'un qui cherche à justifier son action sans attendre de contre argumentation de la victime de cette action. Du reste comment aurait-elle pu se défendre publiquement du moment qu'elle était assignée à résidence surveillée et où ses proches devaient « laisser momentanément les activités politiques et [de] se consacrer pleinement au développement de notre pays suivant la nouvelle orientation que nous leur traçons » ? ([Message à la nation du Président...06 juillet 1973](#)).

Cette version nous semble trop simpliste car elle ne tourne que sur une seule personne qui prend le pouvoir pour ne pas être tuée, pour se sauver et donc pas pour sauver le pays en danger. En d'autres termes, il n'aurait pas eu de raison de prendre le pouvoir s'il ne s'était pas rendu chez Kayibanda ce soir là ou si Kayibanda avait désavoué les comploteurs de sa cuisine. Cette analyse est partagée par Shimamungu qui estime que « si Habyarimana n'avait pas été menacé de mort dans la nuit du 4 au 5 juillet 1973, le coup d'Etat n'aurait peut-être jamais eu lieu et le cours de l'histoire du Rwanda aurait changé » (Shimamungu p.46). Cette version implique qu'il n'y avait pas de raisons politiques justifiant la prise du pouvoir à ce moment précis, ce qui est contredit par la [déclaration du 6 juillet 1976](#) qui, elle, avance des raisons politiques et idéologiques pouvant justifier un coup d'Etat dans n'importe quel pays du monde:

La politique dans ce pays n'était plus soucieuse de la paix. Les éléments inciviques ont abusé de la fatigue de celui que la Nation avait choisi à la diriger et l'ont amené à oublier le sens de l'unité nationale. Mais heureusement pour notre pays, cette clique de malfaiteurs n'est pas nombreuse. Je vous invite tous, citoyennes citoyens, à la désapprouver avec toutes ses complices. ([Message à la nation du Président...06 juillet 1973](#)).

De la contre révolution

Pour revenir à la question posée plus haut de savoir s'il s'agissait d'une contre Révolution sociale, Gasana répond par l'affirmative (Gasana, p. 26). Tout comme il reproche au régime de Kayibanda d'avoir trahi la [Révolution](#) « en considérant tout Tutsi comme dangereux pour sa seule appartenance ethnique » (Gasana, p. 20), Gasana reproche également aux putschistes du 5 juillet 1973 d'avoir agi en l'encontre des acquis de la [Révolution Sociale](#), tout d'abord en s'acharnant contre le MDR Parmehutu en général et

contre l'élite du Sud en particulier, tout en favorisant « exagérément » l'élite Tutsi. Gasana s'explique en ces termes :

Le coup d'Etat du 5 juillet commencera ainsi à dégager une forte odeur de contre-révolution se maquillant parfois d'un langage révolutionnaire. Ce ne sera pas tout. Le meurtre de Kayibanda et des politiciens du Centre et du Sud permettra de rapprocher Habyarimana de l'élite Tutsi qui se sentira vengée.
(Gasana, p. 26)

Plus grave, poursuit Gasana, le nouveau régime n'a pas œuvré à la perpétuation de la [Révolution Sociale](#) – le fondement même de la République - et de son héritage politique et idéologique en supprimant ou en négligeant « les dates anniversaires commémorant des événements historiques importants liés à la révolution de 1959-1961, telles que le [28 janvier](#) et le [25 septembre](#) »(Gasana, p. 26).

Malgré le constat du favoritisme envers l'élite Tutsi et de la négligence de la [Révolution](#), Habyarimana, certainement pour ne pas s'aliéner complètement le Sud et le peuple entier, sut évoquer les acquis de la [Révolution](#) sans blesser les Tutsi ni appeler ouvertement à sa préservation. Dans une de ses mises au point à ce sujet en 1976, Habyarimana dit :

Que les Tutsi arrêtent la provocation et reconnaissent les acquis de la révolution de 1959. Que les Hutu comprennent que les Tutsi et les Twa sont de véritables Rwandais.(Shimamungu, p. 95)

Cette attitude ne pouvait qu'être anti-révolutionnaire car elle déconnectait tout un peuple de son passé, de son idéal, en jouant sur sa mémoire collective qui, selon Paul Connerton, se transmet, se maintient et s'entretient grâce aux commémorations performatives. Pour lui:

If there is such a thing as social memory, I shall argue, we are likely to find it in commemorative ceremonies; but commemorative ceremonies prove to be commemorative only in so far as they are performative; performativity cannot be thought without habit; and habit cannot be thought without a notion of bodily automatisms
(Connerton, pp. 4-5)

S'il y a quelque chose qu'on puisse appeler la mémoire sociale, je dirai que nous le trouverons très probablement dans les cérémonies commémoratives ; mais les cérémonies commémoratives ne s'avèrent commémoratives que quand elles sont performatives ; la performativité ne peut s'imaginer comme étant une habitude ; et une habitude ne peut s'imaginer sans aucune notion d'automatismes.
(Connerton, pp. 4-5, traduction: Olivier Nyirubugara)

Cette logique avancée par Connerton nous permet de comprendre que la culture de l'animation idéologique obligatoire deux demi-journées par semaine (Shimamungu, p. 81, citant les statuts du MRND) contribuait en quelque sorte à faire oublier la [Révolution](#)

Sociale et les Pères de la République qui y ont contribué pour les remplacer par la « Révolution Morale » et la « démocratie responsable » ainsi que les putschistes du 5 juillet auto-promus « Pères de la Nations ».

Les seules cérémonies « commémoratives » et/ou « performatives », pour reprendre les termes de Connerton, étaient celles du 5 juillet, la date la plus importante du calendrier de la Deuxième République. Le 1 novembre – date de la jacquerie de Ndiza considérée comme le début de la Révolution de 1959 - ne figurait même pas sur ce calendrier, alors que le 2 février tous les rwandais célébraient l'*Umuganda* (travaux communautaires), invention de la Deuxième République et de loin moins important que la Révolution Sociale. Le 28 janvier et le 25 septembre [1961], dates de la consécration officielle et définitive de l'orientation politique choisie par le peuple, n'étaient célébrées que timidement car sans « cérémonies commémoratives et performatives », qui auraient dû entretenir le flambeau allumé par la Révolution.

Conclusion :

Au vu des arguments et des analyses contradictoires de Gasana et Shimamungu à travers leurs ouvrages respectifs au sujet du coup d'Etat du 5 juillet 1973, nous remarquons que cet événement, tout comme le reste de l'histoire du Rwanda, est loin de faire l'unanimité. Cela en soit n'est pas une mauvaise chose puisqu'il n'est jamais mis un point final à l'histoire. Des recherches continuent et chaque document, chaque archive, chaque analyse, chaque ouvrage, contribuera à la [re]construction de cette édifice qu'est l'Histoire du Rwanda. L'histoire ancienne est peut-être déjà condamnée à subir des déformations intempestives, mais l'histoire récente dont les témoins respirent toujours, devrait échapper à ce danger de déformation. Du moins c'est notre souhait et notre espoir.

Bibliographie

- Gasana, K. James, *RWANDA : du parti-Etat à l'Etat-Garnison* (Paris : L'Harmattan, 2002)
- *Message à la nation du Président du Comite pour la paix et l'unité nationale lors du coup d' Etat de juillet 1973* (06-07-1973)Source : <http://www.habyarimana.com/>
- Reyntjens, Filip, *Pouvoir et Droit au Rwanda. Droit public et Evolution Politique, 1916-1973* (Tervuren: Koninklijk Museum voor Midden Afrika, 1985)
- Shimamungu, Eugène, *Juvénal HABYARIMANA : l'homme assassiné le 6 avril 1994* (Editions Sources du Nil, 2004)